

“Le scepticisme est l’élégance de l’anxiété”

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1206>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1206

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010

Pagination : 178-186

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « “Le scepticisme est l’élégance de l’anxiété” », *Hommes & migrations* [En ligne], 1285 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1206> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1206>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Tous droits réservés

“Le scepticisme est l’élégance de l’anxiété”

Mustapha Harzoune

- 1 Le 6 mars, dans l’émission *Salut les terriens* de Thierry Ardisson, sur Canal+, Éric Zemmour entretenait son don d’ubiquité et du même coup ses intérêts “professionnels” en expliquant pourquoi certains de nos concitoyens bénéficiaient d’un traitement de faveur de la part de la maréchaussée : *“Mais pourquoi sont-ils contrôlés 17 fois ? Parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes ! C’est un fait.”* Et voilà ! Emballé c’est pesé ! Ni une ni deux ! L’air de rien, sans le dire, tout en le suggérant, tout le monde est jeté dans le même sac, même ceux qui n’ont rien à y faire. Quant aux autres, l’explication ne s’embarrasse d’aucune fioriture. Télégénique à souhait. Audimat garanti. Simplification à gogo. M. Zemmour est un bon “client” comme disent les “pros”. Pas sûr que cela éclaire la lanterne des téléspectateurs. Sûr en revanche que le trublion du PAF fit son buzz. Sa sortie ayant irrité les moins belliqueux, il s’en est même trouvé pour voir en lui une victime sur qui aurait, un temps, pesé une menace de licenciement au... *Figaro*.
- 2 Chacun y est allé de sa plainte : le Mrap bien sûr, le Cran itou, SOS-Racisme, cela va de soi, mais aussi le confidentiel Club d’Averroes dont l’indignation frisa le dérapage : nous *“souhaitons proposer au législateur que les discours nauséabonds de certains invités, journalistes ou chroniqueurs, soient surveillés et sitôt exposés à sanctions lorsque ceux-ci propagent une idéologie haineuse”*.
- 3 Et même la Licra – bien décidée selon son nouveau président, Alain Jakubowicz à *“amener le ‘r’ au niveau du ‘a’. En clair, donner autant de place à la lutte contre le racisme qu’à celle contre l’antisémitisme”* – se mit à poursuivre M. Zemmour en justice, avant de se rétracter. Une hésitation procédurière provoquée par le talent épistolaire de ce dernier qui, dans une missive adressée au président de la Licra, évoque *“un malentendu”, “une confusion”* et un *“déchaînement médiatique à [son] rencontre”*. Le temps de se rendre compte que son auteur ne retirait rien, la Licra remit le couvert et choisit de dialoguer dans un tribunal plutôt que sur un plateau télé, comme prévu.

“Ces jeunes sont français”

- 4 L'intérêt de cette plaisanterie serait de pouvoir distinguer le fond des jeux et enjeux du cirque médiatique. M. Alain Jakubowicz fut donc gratifié de quelques explications : *“Il y a quelques années, une enquête commandée par le ministère de la Justice, pour évaluer le nombre d'imams nécessaires, évaluait le pourcentage de ‘musulmans dans les prisons’ entre 70 et 80 %. En 2004, l'islamologue (sic) Farhad Khosrokhavar, dans un livre L'islam dans les prisons (Balland) confirmait ce chiffre. En 2007, dans un article du Point, qui avait eu accès aux synthèses de la Direction centrale de la sécurité publique (DCSP) et de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) on évaluait entre 60 et 70 % des suspects répertoriés issus de l'immigration. Il y a près de dix ans, la commissaire Lucienne Bui Trong, chargée des violences urbaines à la Direction centrale des RG relevait que 85 % de leurs auteurs sont d'origine maghrébine. Dans un article du Monde, du 16 mars 2010, les rapports des RG sur les bandes violentes, établissaient que 87 % étaient de nationalité française ; 67 % d'origine maghrébine et 17 % d'origine africaine. La ‘plupart’ est donc, au regard de ces chiffres, le mot qui convient.”*
- 5 Dans *Le Nouvel Observateur* du 25 mars 2004, le sociologue (et non islamologue) Farhad Khosrokhavar expliquait : *“Les musulmans forment la grande majorité de la population carcérale française. 50 % à 80 % des détenus dans les établissements proches des grands centres urbains et des quartiers sensibles sont musulmans. Certes, nous ne disposons pas de statistiques officielles, puisqu'il est interdit de distinguer les gens selon leur confession, mais il nous est possible de recouper un certain nombre de données et d'indices. [...] En fait les musulmans en prison désignent surtout les habitants masculins des banlieues (les femmes sont très peu nombreuses), parmi lesquels les jeunes, entre 18 et 35 ans, forment la grande majorité.”*
- 6 Ces “établissements proches des grands centres urbains et des quartiers sensibles” n'étaient pas des données nationales puisqu'ils n'en n'existent pas. Seuls existent des “recoupements”. Quant à ces “musulmans” – Éric Zemmour était parti des “Noirs” et des “Arabes”... – ce sont en fait les jeunes des banlieues qui se bricolent une identité avec les moyens du bord et que l'administration pénitentiaire et laïque va abandonner aux bons soins de prêcheurs islamistes chevronnés.
- 7 Christophe Deloire, également cité, écrivait le 5 avril dernier sur le site du Monde.fr : *“En 2007, journaliste au Point, j'avais tenté de révéler ‘ces statistiques qui dérangent’. Après avoir compulsé des liasses de notes de synthèse de la Direction centrale de la sécurité publique et de la Direction centrale de la police judiciaire, j'avais estimé que 60 à 70 % des crimes et délits en France sont commis par des enfants de l'immigration africaine ou nord-africaine. Comme la délinquance est, au moins en partie, corrélée avec la relégation sociale ou culturelle, la statistique n'épuise pas la réalité, et surtout ne justifie pas l'excès de contrôles policiers. Mais le chiffre correspond (de manière plus ou moins pertinente) à un fait.”*
- 8 Denis Salas, magistrat et auteur de *La Volonté de punir : Essai sur le populisme pénal* (Hachette, 2008) répondait aux questions du Parisien le 25 mars. Que pense-t-il de la sortie de Zemmour ? : *“On retrouve le vieux stéréotype qui assimile la délinquance à l'immigration. C'est de la discrimination, mais on retrouve aussi chez lui, dans de nombreuses déclarations publiques, une idéologie raciale. Il rétablit la notion de race comme étant un critère d'analyse. Tous ceux qui tiennent ce genre de discours oublient également que ces jeunes d'origine étrangère sont français. La pensée de Zemmour est un cas typique de populisme pénal : ça a l'apparence du bon sens, donc on imagine que c'est la vérité. Alors que la réalité est autre. On ne peut pas ramener la délinquance à un faciès. Selon les infractions, on retrouve des profils différents. Et puis surtout, les déterminants de la délinquance sont nombreux : les conditions*

socio-économiques, les carences éducatives, le type d'habitat... Il y a de multiples éléments qui prédisposent une personne à rentrer ou non dans un tribunal correctionnel. Invoquer la seule origine n'est donc pas pertinent. Quant aux rares études effectuées sur la question, elles ne permettent pas de confirmer ces propos : les variations locales sont très fortes. Entre un département rural et un autre très urbanisé, la population pénale n'est pas la même. Rappelons enfin qu'on retrouve autant de Noirs et d'Arabes parmi les victimes que parmi les auteurs.”

- 9 Le sociologue Laurent Mucchielli, interroge : “Quel est l'objet fondamental de ce débat et où se trouve la polémique ? S'agit-il simplement de dire que certaines formes de délinquance qui sont concentrées dans les quartiers pauvres sont le fait de ceux qui les habitent, en majorité des jeunes descendants d'immigrés ? Non bien sûr, car cela, chacun en serait d'accord. Ce que M. Zemmour suggère en disant ‘la plupart des trafiquants sont noirs et arabes’, c'est que ce qu'il appelle ‘les races’ sont un facteur d'explication de la délinquance. Voilà ce qu'il ne faut pas cautionner. On ne peut que regretter amèrement la banalisation de l'usage de catégories dites ‘ethniques’ comme si elles étaient en elles-mêmes explicatives de quoi que ce soit. Si l'on prétend qu'il existe une relation entre la couleur de la peau et la délinquance, alors il faut expliquer la nature de cette relation, ou bien se taire. Car, faute d'explications, on ne fait que renforcer les préjugés racistes de ceux qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.” (L'Humanité, 3 avril).

Longuet, Delattre, Meurant et les autres...

- 10 Éric Zemmour, qui a tenu la corde tout le mois de mars, n'était pas seul dans la course. À propos du remplacement de Louis Schweitzer à la tête de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), voici ce que Gérard Longuet, président du groupe UMP au Sénat, disait de Malek Boutih dont le nom circulait dans le microcosme : M. Boutih est “un homme de grande qualité mais ce n'est pas le bon personnage”. “La Halde, cela veut dire que c'est la France qui s'ouvre aux populations nouvelles. Schweitzer, c'est parfait ! Un vieux protestant, parfait ! La vieille bourgeoisie protestante, parfait !” À la question de savoir pourquoi M. Boutih n'avait pas le profil, il répondait : “Parce qu'il vaut mieux que ce soit le corps français traditionnel qui se sente responsable de l'accueil de tous nos compatriotes. Si vous voulez, les vieux Bretons et les vieux Lorrains – qui sont d'ailleurs en général italiens ou marocains – doivent faire l'effort sur eux-mêmes de s'ouvrir à l'extérieur.” “Si vous mettez quelqu'un de symbolique, extérieur, vous risquez de rater l'opération”... (“Questions d'Info LCP/France Info/AFP”, 10 mars). Finalement, le 23 mars, Nicolas Sarkozy nommait la conseillère d'État Jeannette Bougrab, candidate UMP aux législatives de 2007.
- 11 À quelque temps de là, la campagne législative bruissait d'autres propos bien étranges. Raillant la tête de liste socialiste dans le Val-d'Oise, Francis Delattre, maire UMP de Franconville déclara : “C'est assez surprenant la liste socialiste du département. Elle est conduite par Monsieur Soumaré. Dans un premier temps, j'ai cru que c'était un joueur de l'équipe réserve du PSG. Mais non, il est troisième premier secrétaire de la section de Villiers-le-Bel, ça change tout.” Bien sûr ! Un Noir (Ali Soumaré est d'origine malienne) ne peut faire de la politique... Francis Delattre était en meeting lorsqu'il prononça ces paroles. Rama Yade n'était pas loin. Sans doute qu'Ali Soumaré, comme la plupart de ses frères de couleur, est prédisposé à n'être qu'un “trafiquant”. Comme dirait Zemmour, “c'est un fait”. Et d'ailleurs, ni une ni deux ! Francis Delattre et Sébastien Meurant, le maire de Saint-Leu-la-Forêt, suivi par Axel Poniatowski, le député-maire de L'Isle Adam accusèrent Ali

Soumaré d’être... un “*délinquant multirécidiviste chevronné*” (*Le Parisien*, 20 février). Les accusations firent plouf, mais les éclaboussures souillèrent quelques beaux esprits.

- 12 À tout seigneur tout honneur, dans cette course folle comment ne pas évoquer les affiches électorales du FN censées dénoncer “l’islamisme” : une femme voilée à côté d’une France peinte aux couleurs du drapeau algérien et couverte de minarets aux allures de missile. Les tribunaux jugèrent que ces affiches constituaient “un trouble manifestement illicite” et obligèrent le FN à remballer et fissa ! (*Le Figaro*, 12 mars).
- 13 À propos de voile, le débat – qui s’éternise – sur la burka, participait-il de ce climat nauséeux ? Pas sûr, sauf à faire de quelques converties les parangons de l’islam et des musulmans de France. Il y a loin de la coupe aux lèvres. Un projet de loi se dessine. Il faudra bien revenir sur le sujet.

Un débat sur l’immigration est-il possible ?

- 14 Peut-on avoir un vrai débat sur l’immigration ? Sujet “tabou”, “débat interdit”, la réponse est clairement négative pour la démographe Michèle Tribalat dont le nouvel essai, *Les Yeux grands fermés*, fit sensation : “Il est difficile. C’est sans doute en partie lié au passé (colonisation, Shoah...). Je crois aussi que nous n’avons pas, comme les Anglo-Saxons, le culte de la libre expression. [...] En France, s’interroger sur les bienfaits annoncés comme inévitables de l’immigration, c’est déjà pécher. Être en faveur d’une politique migratoire plus restrictive est forcément répréhensible. On fait alors immédiatement partie des ‘méchants’ qui ne veulent pas accueillir des malheureux, et l’accusation de racisme n’est jamais bien loin. Nous n’avons pas le goût de la vérité. Du coup, le débat est monopolisé soit par l’extrême droite, qui clame qu’il faut fermer les frontières, soit par ceux qui pensent que l’ouverture totale des frontières est notre destin. Les deux positions étant totalement chimériques”. (*L’Express.fr*, 18 mars).
- 15 Selon Jean Sévilla dans *Le Figaro Magazine* du 20 mars, “Directrice de recherche à l’Ined, Tribalat travaille chez elle, hors unité et sans budget. Autrement dit, elle est placardisée.” En cause ? “Le tribunal des bien-pensants” : “C’est la plume tremblante qu’en France on écrit sur l’immigration, tant ‘le moindre faux pas risque de conduire devant le redoutable tribunal des bien-pensants’, écrivait ici même le regretté Jacques Marseille. Mais l’immigration ne fait pas trembler Michèle Tribalat. Voilà trente ans qu’elle compte les immigrés, en particulier les musulmans” écrit *Le Point* (18 mars).
- 16 Michèle Tribalat – seule contre tous ? – dévoilerait “une face cachée de l’immigration” selon Régis Soubrouillard de *Marianne* : “Celle que la France ne veut pas voir sous des prétextes aussi bienveillants que fallacieux. [...] ‘Le modèle français’ assimilationniste s’effondre sous nos yeux, et le pays s’interdit les analyses et débats scientifiques qui permettraient de regarder cette France en voie de ‘désintégration’ en face” (29 mars).
- 17 De son côté, *Le Monde*, tancé en décembre 2009 sur le site de *Marianne* par la démographe, rendait compte de son livre en termes plus critiques : “Nul ne contestera la quasi-inexistence, en France, des études d’impact, notamment économique, de l’immigration. Pour autant, la réflexion ne se réduit pas à des chiffres. L’usage de la statistique n’est lui-même jamais neutre, même si la directrice de recherche à l’Ined affirme en rester aux faits. Derrière sa dénonciation de l’aveuglement, de la ‘falsification ou présentation incorrecte’ de la réalité, elle-même s’inquiète d’une supposée perte de souveraineté de l’État-nation, prenant ainsi une posture idéologique.” Et d’ajouter : “Michèle Tribalat pourfend, avec des accents

souverainistes, ‘l'idéologie progressiste transnationale’ que véhiculerait l'idée de gouvernance mondiale, associant pays de départ, pays d'accueil et migrants. Mais la gestion des migrations peut-elle relever exclusivement des seuls États nationaux, et a fortiori des seuls pays d'accueil ? La réponse de Michèle Tribalat est, de ce point de vue, un peu courte. Regarder lucidement l'immigration n'interdit pas d'adopter à l'égard de cette réalité sociale une approche plus constructive.” (Le Monde.fr 29 mars 2010).

Gourmandises statistiques

- 18 À propos de statistiques, l'Insee publiait le 30 mars son enquête “Trajectoires et origines” (TeO), menée en 2008 avec l'Ined sur la population née en France d'au moins un parent immigré. On y apprend que la France comptait en 2008 quelque 3,1 millions d'enfants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans et nés en métropole, ce qui représentait 12 % de la population de cette tranche d'âge. Le nombre total d'enfants d'immigrés était de 6,5 millions en 2008, pour cinq millions d'immigrés. La moitié des 3,1 millions d'enfants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans ont deux parents immigrés. Parmi ces derniers, 5 % n'ont pas la nationalité française, mais 25 % d'entre eux ont fait une demande de nationalité et 35 % ont l'intention de le faire. Ainsi, selon les auteurs “seuls 2 % des descendants de deux parents immigrés n'ont pas la nationalité française et ne souhaitent pas la demander”.
- 19 Près de 40 % des enfants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans, soit 1,3 million de personnes, ont au moins un père ou une mère originaire d'Algérie (20 %), du Maroc ou de Tunisie (15 %), ou d'Afrique subsaharienne (4 %). Ils représentent plus de la moitié des moins de 30 ans.
- 20 Selon l'Insee, “les flux migratoires les plus récents sont concentrés sur l'Ile-de-France”, où vivent 32 % des descendants d'immigrés. Dans cette région, 37 % des 18-20 ans sont descendants d'immigrés, contre 8 % des 41-50 ans.
- 21 Michèle Tribalat était particulièrement ravie de la publication de ces chiffres. Tellement ravie qu'elle s'est laissée aller à quelques gâteries supplémentaires. Selon elle, “la population d'origine étrangère sur deux générations (immigrés + enfants d'au moins un parent immigré), statistique courante dans d'autres pays européens, serait [...] de 11,7 millions en 2008, soit près de 19 % de la population totale” soit une progression, écrit-elle, de “33 %” de 1999 à 2008 (Marianne2.fr, 31 mars). Et d'ajouter, insatiable : “On attend avec impatience que l'Insee collecte, sur une base régulière, des données dont on dispose aisément ailleurs pour suivre l'évolution de la population d'origine étrangère sur deux générations.”
- 22 À ce propos de cette gourmandise statistique consistant à “suivre l'évolution de la population d'origine étrangère” et ce “sur deux générations”, Hervé Le Bras, dont une controverse musclée l'opposa il y a quelques années à M. Tribalat, ne désarme pas. Voici ce qu'il écrivait de son nouvel essai : “[...] Michèle Tribalat désire se consacrer à une science des migrations, pure et objective, qui les surplombe. Mais, pour cela, il faudrait faire preuve de rigueur dans les chiffres et surtout dans les concepts. Elle s'accroche à celui d'origine immigrée mesuré par le fait d'avoir au moins un grand-parent étranger (le protocole de Wannsee utilisait la même définition pour catégoriser les juifs : un grand-parent sur quatre). La force héréditaire de l'étranger serait donc telle qu'un seul grand-parent étranger éclipserait trois grands-parents français. Il est permis d'en douter. La définition des concepts est centrale dans les

sciences de la nature. L’étude concrète des migrations actuelles a besoin de chiffres précis, mais une science des migrations n’est envisageable qu’avec des concepts précis” (Le Point, 18 mars).

- 23 L’enquête TeO montrait aussi que “40 % des personnes ayant déclaré une discrimination sont immigrées ou enfants d’immigrés alors que ces deux catégories ne représentent ensemble que 22 % de la population adulte résidant sur le territoire métropolitain”.
- 24 Les motifs de discriminations sont : l’origine (37 %), la couleur de leur peau (20 %), le sexe (17 %) et l’âge (12 %). Libération relève d’ailleurs que “ceux qui souffrent le plus d’un traitement inégalitaire, ce sont les 25-34 ans. Au moment du premier appartement et du premier salaire, la discrimination est plus fréquemment évoquée. Même ressentie chez les chômeurs qui, dans leur recherche d’emploi, vivent plus intensément l’injustice. Enfin, ceux qui détiennent un diplôme de l’enseignement supérieur ont 39 % de risque en plus de se sentir discriminés, notamment parce qu’ils sont plus conscients de l’existence de ces inégalités. Et parce qu’un haut niveau de diplôme conduit les minorités à des positions où leur rareté les rend plus visibles” (30 mars).

Sous le règne du chiffre-roi

- 25 C’est peut-être une des raisons pour lesquelles l’immigration “choisie” à qui l’on fait les yeux de Chimène, snobe les molles avances cocardières (voir le “success” de la carte de séjour “compétence et talents”). A contrario, côté immigration subie, il convient d’actionner vigoureusement la pédale de frein, de lever quelques barrières infranchissables et, pourquoi pas, de réexpédier à la case départ en passant par la case prison ou CRA. Ici, point de sentiment ! Du chiffre ! Le chiffre omnipotent, omniprésent et omniscient. Mais voilà, sur son blog, Catherine Coroller de Libération, annonce “le grand retour des expulsés” : “Ça devient une habitude. Après Mohamed Abourar et Salima Boulhazar, Najlae Lhimer devrait être bientôt de retour en France.” (Hexagone, 9 mars). Pour Le Monde, “les défenseurs des sans-papiers poussent un ‘ouf’ de soulagement. Deux jeunes Marocaines, expulsées ces derniers mois, vont pouvoir revenir en France. Nicolas Sarkozy a en effet fait savoir que Najlae Lhimer, lycéenne marocaine sans papiers, expulsée le mois dernier, pourrait revenir dans l’Hexagone.” (9 mars). Et de préciser : “Expulsée le 20 février vers son pays d’origine, Najlae Lhimer a déclaré l’avoir fui en 2005 afin d’échapper à un mariage arrangé. Elle vivait depuis à Château-Renard, dans le Loiret, chez un frère qu’elle accuse de violences. Des associations de soutien rapportent qu’elle a été arrêtée alors qu’elle venait porter plainte pour ces violences, une version contestée par la préfecture du Loiret.” Idem pour Salima Boulhazar, jeune marocaine expulsée au Maroc et qui “a pu retrouver sa famille dimanche soir en Auvergne. [...] Salima Boulhazar, arrivée à Clermont-Ferrand à l’âge de 13 ans, avait été renvoyée au Maroc début février afin d’obtenir un visa long séjour lui permettant de régulariser sa situation en France.”
- 26 Le chiffre-roi est ubuesque. Ainsi, selon Chloé Leprince du site Rue 89, en 2010 “déjà 32 Marocains qui rentraient chez eux” ont été... “expulsés” ! “Des Marocains en route vers le Maroc arrêtés par la police française à la frontière franco-espagnole, placés en rétention, pour finalement être expulsés vers leur pays alors qu’ils en prenaient la route... Cela peut sembler complètement absurde. C’est pourtant arrivé à 32 d’entre eux depuis le début de l’année” (15 février).
- 27 Le chiffre-roi est despotique. En effet, tout le monde n’a pas la chance de pouvoir revenir d’une expulsion, de voir son expulsion invalidée, ou d’être expulsé là où on

avait justement décidé de partir. Ainsi, et la liste n'est pas exhaustive, l'expulsion guette Elena Ten, 29 ans, étudiante russe à la faculté de droit de Strasbourg dont le titre de séjour n'a pas été renouvelé (DNA du 3 avril). Abraham Mehari Gebremesked, un Érythréen à qui l'administration refuse le statut de réfugié, risque d'être renvoyé malgré les mauvais traitements qu'il risque de subir en Érythrée (association Terre des Hommes). Wael El Abed, étudiant tunisien de 25 ans, est aussi sous la menace d'une expulsion, *“ses amis étudiants, ses professeurs et les associations se mobilisent pour demander un sursis au préfet des Pyrénées-Orientales jusqu'à la fin des examens universitaires”* (L'indépendant.com, 23 avril). Guilherme Hauka Azanga, Angolais de 37 ans et père de deux enfants français, a refusé son expulsion. Le préfet du Rhône après avoir décidé de mettre fin à sa rétention administrative précise qu'il reste toujours *“en situation irrégulière”* et *“ne revient pas sur la décision d'obligation de quitter le territoire (OQTF) qui le concerne”*.

- 28 Le chiffre-roi est carcéral. *“Le plus grand centre de rétention de France ouvre près de l'aéroport de Roissy”. “De conception carcérale, ce centre a une capacité d'accueil de 240 places”. “La Cimade le qualifie de ‘camp d'internement pour étrangers’. [...] L'association se dit d'autant plus inquiète que 40 places sont réservées à des familles, ce qui induit l'accueil d'enfants.”* Et le quotidien de faire le point : *“Au total, le ‘plan de rénovation’ des CRA engagé en 2006 portera le nombre de places disponibles de 943, en 2005, à 1 959 fin”* (Le Monde, 17 mars).

Le chiffre-roi est aveugle

- 29 Des sans-papiers vivent cachés, sous la menace d'une expulsion. D'autres décident d'apparaître au grand jour. Ainsi, 6 000 travailleurs sans papiers poursuivent une grève depuis plus de six mois pour demander leur régularisation. Le 6 mars *“quelque 6 000 personnes selon les organisateurs, 1 700 selon la préfecture de police, ont manifesté à Paris pour réclamer la régularisation des sans-papiers [...]”* (Le Figaro, 6 mars).
- 30 Le 1^{er} mai un Paris-Nice original se mettait en branle. Non pas en vélo mais à pied pour une centaine de marcheurs au départ de la capitale. *“Une marche de près de 1000 kilomètres, [...] organisée par le ministère de la régularisation de tous les sans-papiers qui rassemble plusieurs collectifs de défense des sans-papiers, la manifestation vise à obtenir la régularisation de tous les immigrés clandestins. Les marcheurs comptent arriver à Nice juste à temps pour l'ouverture du sommet France-Afrique”* des 31 mai et 1^{er} juin. Les marcheurs comptent ne pas marcher pour rien. Pour être vus et peut-être entendus, des reportages seront diffusés sur un blog et sur dailymotion. *“‘Il faut sans cesse inventer de nouvelles formes d'actions pour se faire entendre’, constate un membre du ministère, qui rappelle que le combat pour une régularisation massive dure depuis 1996”* (Libération, 1^{er} mai).
- 31 Lutter contre l'immigration “subie”, irrégulière, serait un gage d'une meilleure intégration pour les immigrés régulièrement installés en France. C'est du moins l'argument servi au chaland. Qu'en pensent les associations de terrain ? Qu'en pensent les responsables de l'association Elele dont le but est d'aider à l'intégration des Turcs en France ? Qu'importe ! Le chiffre-roi est aveugle. Elele est obligée de mettre la clef sous le paillason. Association symbolique du fait de sa longévité (26 ans), de ses activités, de son engagement aux côtés des femmes turques victimes de violences ou de mariages forcés, symbolique enfin par la personnalité et les convictions de sa présidente et fondatrice, Gaye Petek. Exit donc Elele. Merci M. Besson. Merci Mme Amara. Plus de subventions (voir Hexagone du 9 avril). Les machistes, tendance méditerranéenne ou

islamiste, pourront plastronner et les femmes turques rentrer dans le rang ! La gérontocratie triomphe et les jeunes n’auront qu’à baisser les yeux et la voix.

- 32 “Depuis vingt-cinq ans, nous défendons une vision globale de l’intégration, une culture du respect de l’autre, de l’échange qui sont aujourd’hui détruites par la vision négative et misérabiliste de l’immigration comme un ‘problème’ que le gouvernement entretient, en encourageant ainsi la xénophobie”, assure Gaye Petek. Elle prévoit qu’*“une charrette d’associations [va] faire les frais de la politique gouvernementale”*. “D’ores et déjà, l’Adamif (Association départementale pour l’accompagnement des migrants et de leur famille), implantée dans le Loiret, a mis la clé sous la porte en janvier. Quant à la Faceef (Fédération des associations et centres d’Espagnols émigrés en France), ‘nous sommes en grande difficulté compte tenu du fait qu’il y a eu un désengagement partiel et non annoncé de l’Acsè en 2009’, reconnaît Gabriel Gasó, son directeur.” (Le Monde, 13 avril).
- 33 Le Midi-Libre du 15 avril annonce qu’à Millau l’association Myriade, “spécialisée dans l’accompagnement des Millavois issus de l’immigration” “n’exclut pas le dépôt de bilan”. Selon La Voix du Nord du 11 mai, la délégation du Nord de l’Association service social familial migrants, Assfam, “implantée à Lille et Dunkerque, a fermé début janvier. Depuis, ses treize salariés ont été licenciés. Il ne reste plus que leur directrice, Aouregan Catherine, dans des locaux lillois vides. Elle s’attend au même sort [...]. Triste fin pour cette association historique présente à Lille, avec un rayonnement dans la métropole, depuis 1952. Cette décision a été prise par le conseil d’administration de l’Assfam, en raison d’une baisse de crédits de l’État”. Et oui le malaise gagne certains. Le malaise ou le scepticisme qui est, selon Cioran, “l’élégance de l’anxiété”.

RÉSUMÉS

Les retombées du redoutable débat, convoqué pour établir l’estampille garantissant l’honorable appellation d’origine contrôlée, commenceraient-elles à se faire sentir ? Pourtant, l’arrêt, péremptoire et élyséen, avait sonné la fin du défouloir national. Basta et fissa ! Les élections régionales approchant, il fallait éviter la sortie de route. Le ridicule d’une conduite dangereuse n’a certes pas été évité, mais enfin il restait à sauver les meubles et l’argenterie. Il fallait éviter de valser dans le décor. Mais voilà ! Le 14 mars, au soir du premier tour électoral, il y eut un premier choc – celui de l’abstention – suivi d’un autre, le FN, qu’une rhétorique démagogique pensait avoir jugulé, reprenait des couleurs et sa voix de rogomme. Mais ce ne fut pas tout. Aux chocs électoraux s’ajoutèrent une série d’embardées et de tonneaux. Le débat, paré de munificence, retomba tel un vulgaire soufflet. Raplapla, il laissa encore s’exhaler quelques nauséux effluves. Le malaise grandit.